



La pauvreté en France en 2009

- **8,2 millions de personnes sous le seuil de pauvreté**
- **Taux de pauvreté : 13,5%**
- La pauvreté a connu une baisse notable de 1970 à 1990, puis s'est stabilisée pour repartir à la hausse en 2002
- **De 2002 à 2009, le nombre de personnes pauvres a augmenté de 9%, passant de 12,9% à 13,5%.**



Taux de pauvreté en France (60% du revenu médian)



Source : INSEE



La précarisation de l'emploi

- 2009 : **13%** des salariés ont un statut précaire (2,8 millions d'employés)
- En 2008, **26,4%** des 15-24 ans exercent un CDD contre 8,3% de la population active.
- **1,9 million de travailleurs pauvres.** En comptant toutes les personnes composant un ménage, ce sont 3,7 millions de personnes touchées
- **Inégalités entre diplômés et non-diplômés :**

	Taux de chômage	Rapport diplôme > bac+2 / sans diplôme
1982	6,9	1,6
1997	10,8	1,8
2001	7,8	2,3
2009	9,1	2,6



Les effets de la crise économique

- Secours populaire, Secours catholique, Restos du cœur,
Banques alimentaires : entre **+2%** et **+25%** de sollicitations
- CCAS / CIAS : augmentation de **10%** à **30%** des demandes
d'aides reçues
- FSL enquêtés : de **+12%** à **+65%** de de demandes d'aides reçues
- Surendettement : **+15%** de dossiers reçus par la Banque de France

PRÉSENTATION L'état du
mal-logement
en France

16^e RAPPORT ANNUEL

CARTON ROUGE
du
MAL-LOGEMENT

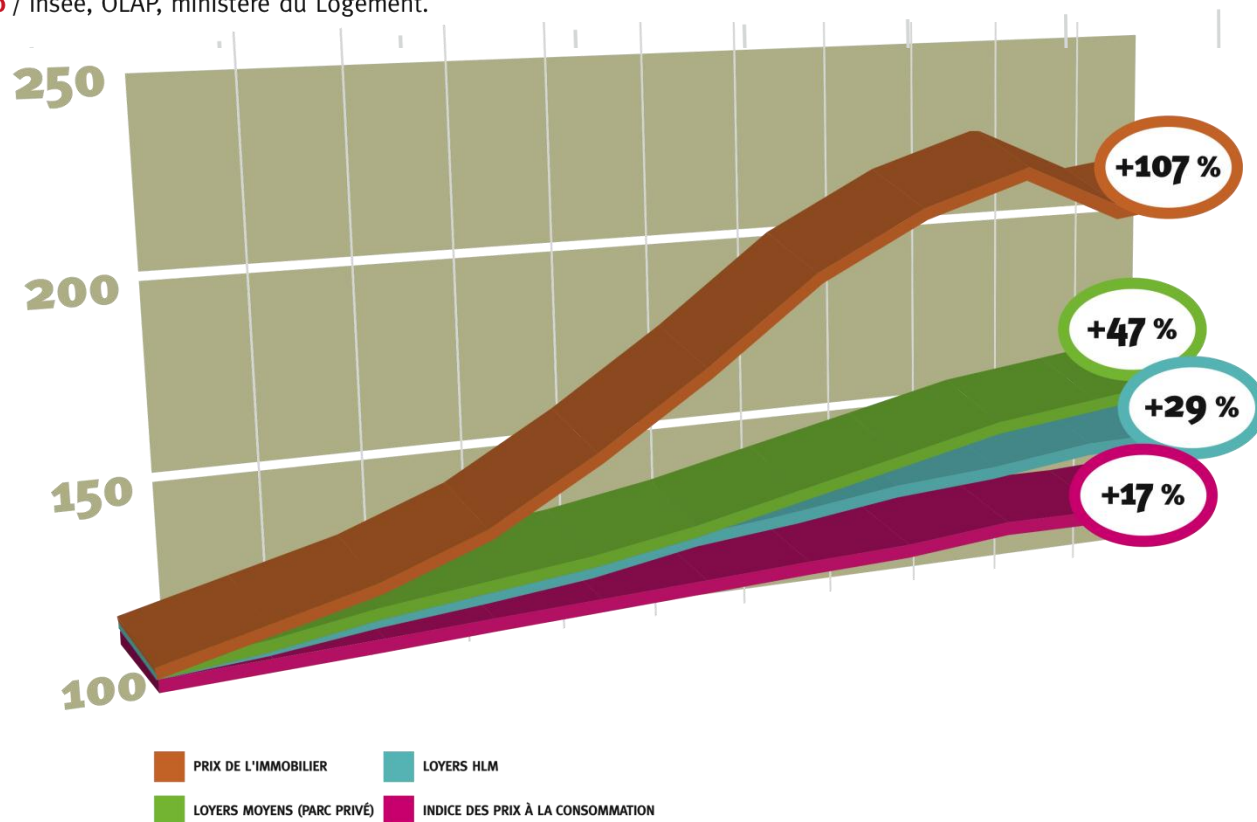


Fondation
Abbé Pierre
pour le logement
des défavorisés



Évolution des prix de l'immobilier, du locatif privé, du locatif social et des prix à la consommation

2000-2010 / Insee, OLAP, ministère du Logement.



PRÉSENTATION L'état du
mal-logement
en France
16^e RAPPORT ANNUEL

CARTON ROUGE
du
MAL-LOGEMENT



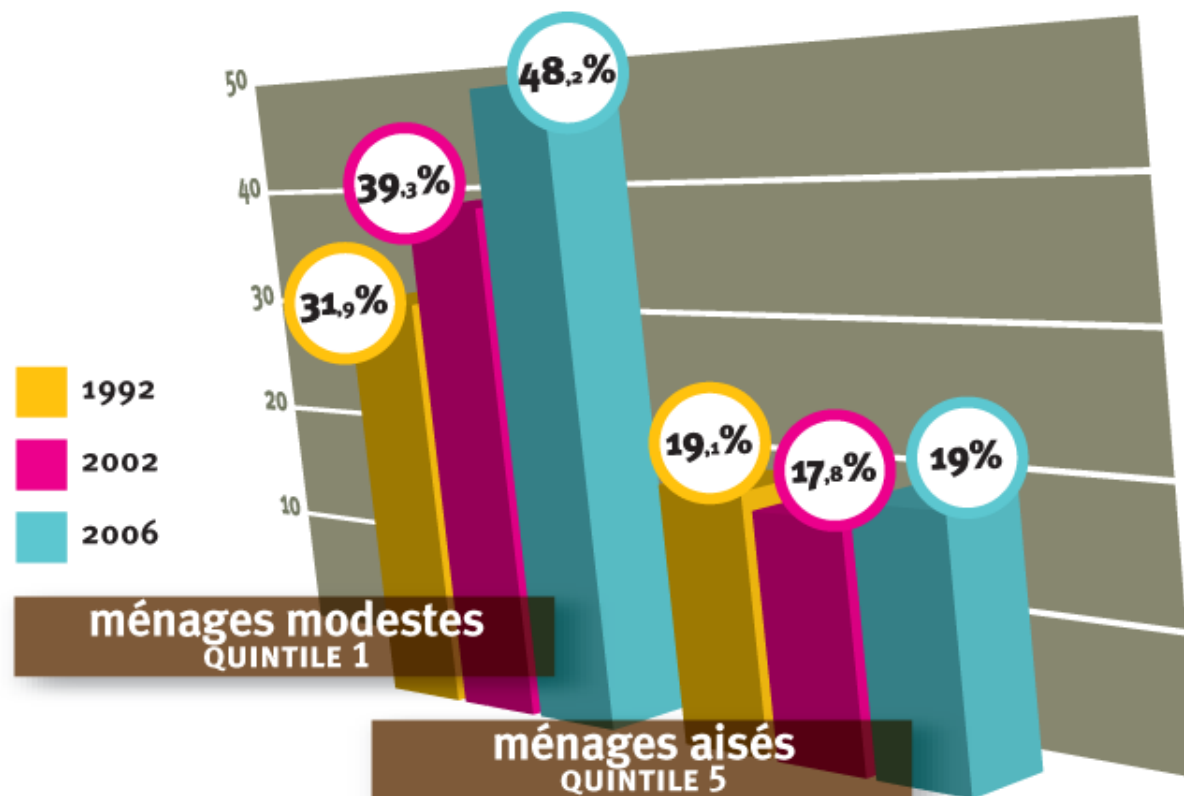
Fondation
Abbé Pierre
pour le logement
des défavorisés



Les taux d'effort

1992-2006 / ENL Insee traité par Jean-Claude Driant.

Évolution des taux d'effort nets des locataires du secteur libre



PRÉSENTATION L'état du
mal-logement
en France
16^e RAPPORT ANNUEL

CARTON ROUGE
MAL-LOGEMENT



Fondation
Abbé Pierre
pour le logement
des défavorisés

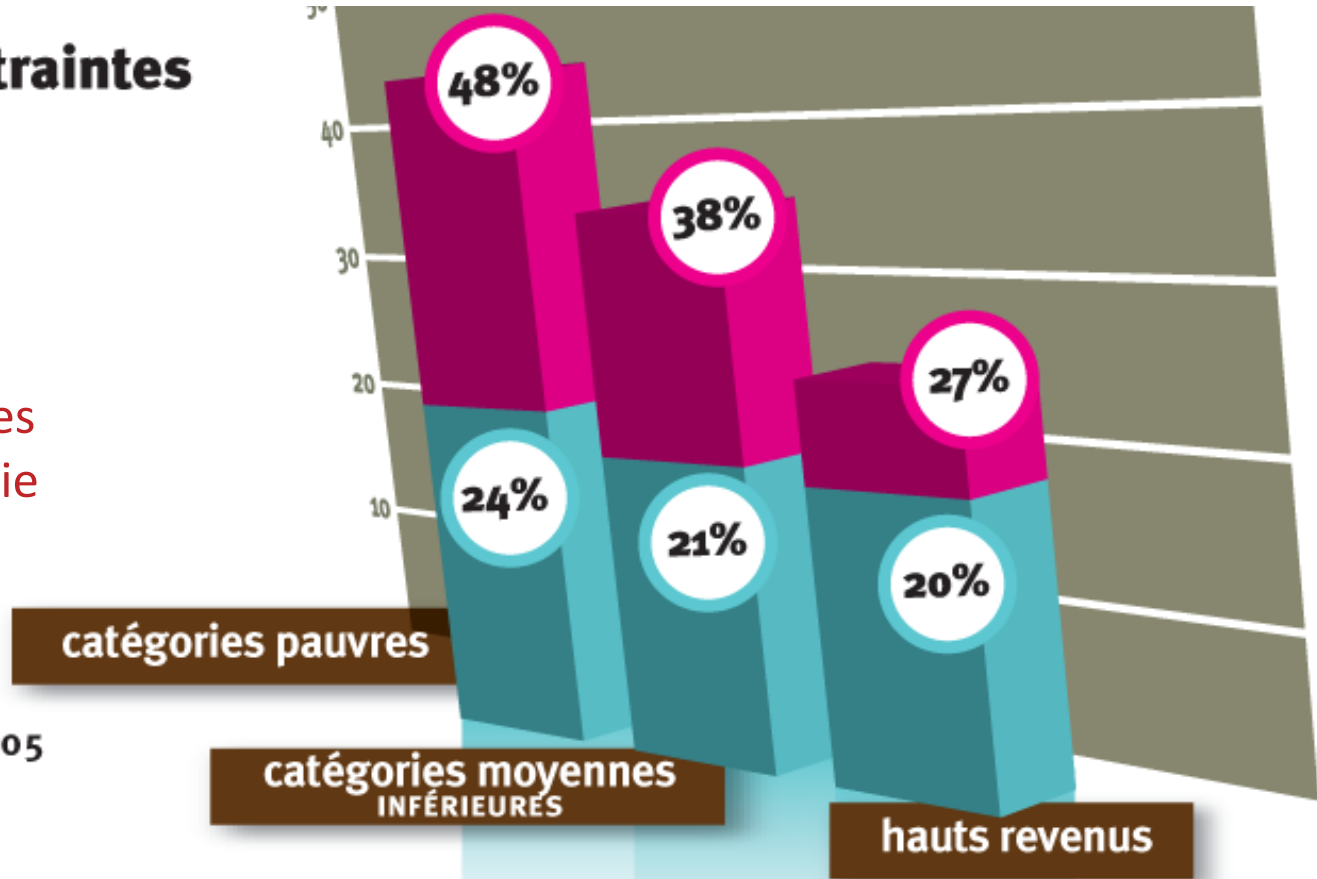


Dépenses contraintes

1979/2005 / source Crédoc

Augmentation des dépenses contraintes selon le niveau de vie depuis 1979

ÉVOLUTION 1979/2005
1979



PRÉSENTATION L'état du
mal-logement
en France

16^e RAPPORT ANNUEL

CARTON ROUGE
MAL-LOGEMENT

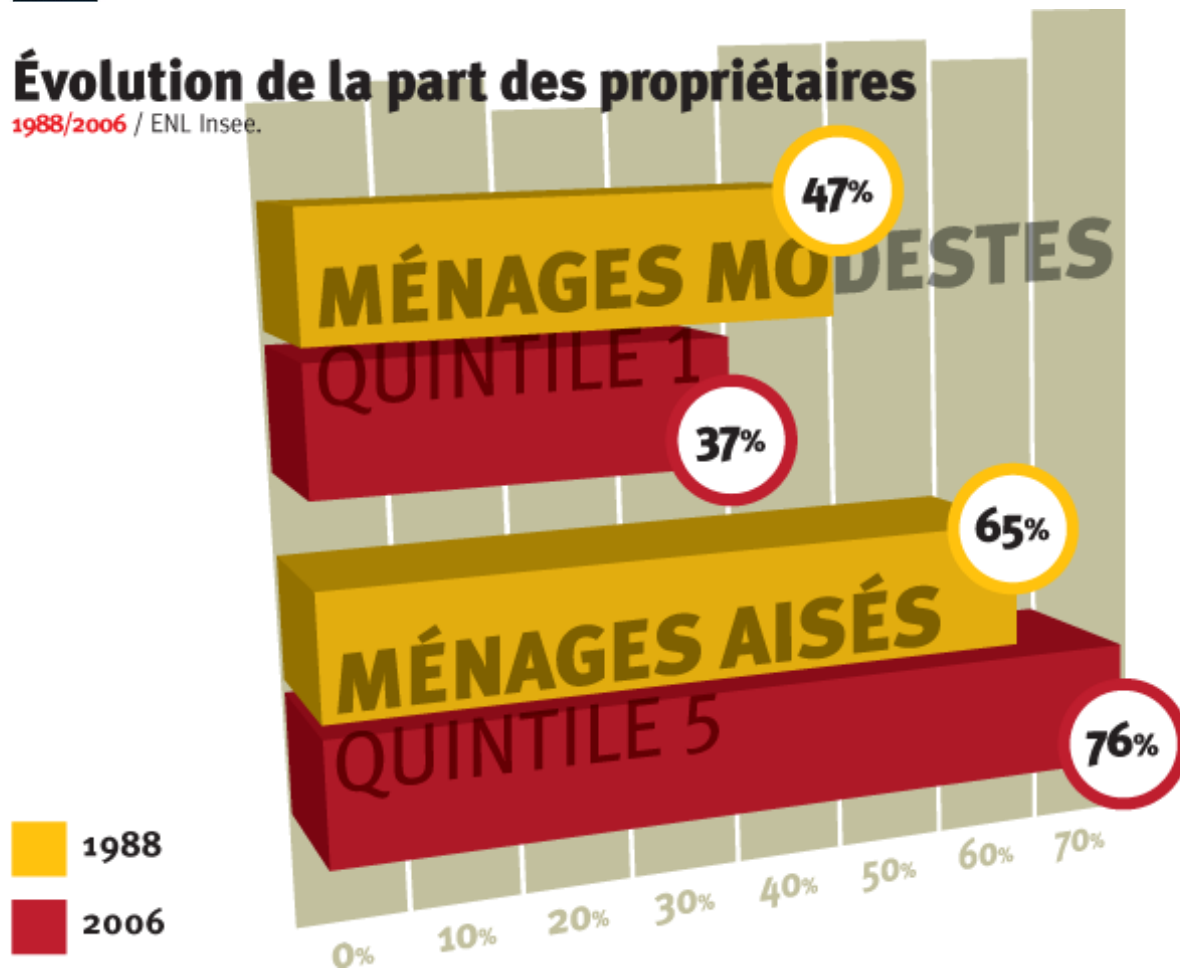


Fondation
Abbé Pierre
pour le logement
des défavorisés



Évolution de la part des propriétaires

1988/2006 / ENL Insee.





Répartition des masses de patrimoine

2010 / INSEE - Enquête Patrimoine

- Les 10% des ménages les plus riches
48% du patrimoine
- Les 50% des ménages les moins riches
7% du patrimoine

PRÉSENTATION L'état du
mal-logement
en France

16^e RAPPORT ANNUEL



Fondation
Abbé Pierre
pour le logement
des défavorisés



Evolution des inégalités de patrimoine entre 2004 et 2010

Source : INSEE, Enquêtes Patrimoine 2004 et 2010.

	2004	2010	Variation (%)
Patrimoine moyen D1	1 237 €	1 351 €	+ 9,2
Patrimoine moyen D10	842 389 €	1 243 367 €	+ 47,6
Rapport D10/D1	680,78	920,17	+ 35, 16

Patrimoine : biens immobiliers, actifs financiers, patrimoine professionnel pour les actifs indépendants
NB. Données 2004 : France métropolitaine / Données 2010 : France entière



Capacité d'accueil du dispositif d'hébergement et de logement temporaire

317 515 places

Ne sont pas décomptées :

- Les capacités supplémentaires mises en service l'hiver
- Les personnes hébergées à l'hôtel aux frais des collectivités territoriales

- Les structures d'hébergement et de logement temporaire étant notoirement embolisées, les chiffres de capacité sont très proches de l'occupation réelle

- Beaucoup plus de personnes sont vraisemblablement accueillies du fait de la forte mobilité au sein de ces dispositifs

- De nombreuses personnes « tournent » entre ces différentes structures d'accueil

Places d'accueil d'urgence	32 252
CHU	13 487
Places d'hôtel	13 001
Places d'accueil d'urgence en CHRS	4 708
Lits halte soin santé (LHSS) : prise en charge médico-sociale de personnes en situation de précarité dont l'état de santé ne justifie pas d'une hospitalisation mais qui ont néanmoins besoin de soins	938
Places en résidences hôtelières à vocation sociale à la disposition de l'Etat (RHVS)	118

Places d'hébergement d'insertion	43 882
Places en CHRS : les personnes et les familles y sont accueillies pour une durée prévisionnelle de 6 mois, renouvelable en fonction d'un projet dont l'objectif est de les aider à retrouver leur autonomie à travers des actions d'accompagnement social et d'insertion vers l'emploi et le logement	30 832
Places de stabilisation	7 950
Places en centres maternels	5 100

Source : DGCS - DIAC

Dispositif spécifique pour demandeurs d'asile	34 760
Places en CADA	20 638
Places en AUDA (urgence nationale)	1 502
Places en hôtel pour les demandeurs d'asile	7 295
Autres places d'urgence	3 699
Places en CPH (pour les réfugiés statutaires)	1 626

Places en logement d'insertion	206 621
Places financées par l'Aide au logement temporaire (ALT)	45 356
Places en résidences sociales « classiques »	78 765
Places en FTM (non transformées en résidences sociales) : selon un rapport du Haut comité pour le logement des personnes défavorisées, dans certains vieux FTM, les conditions de confort sont archaïques, et certains sont sur-occupés	55 000
Places en FJT (non transformées en résidences sociales)	23 500
Places en intermédiation locative	4 000